

La sécurité alimentaire en France : une affaire d'État

Dans un contexte géopolitique et économique incertain, alors que le GIEC publie un nouveau rapport et que se tient le Salon international de l'agriculture, l'association Les Greniers d'Abondance publie [Qui veille au grain ? Du consensus scientifique à l'action publique](#). Après avoir exploré les menaces pesant sur le système alimentaire français et les solutions à l'échelle des territoires dans un premier rapport, elle propose aujourd'hui un chemin politique pour garantir notre sécurité alimentaire future. L'intervention de l'État est en effet nécessaire pour lever les obstacles structurels qui dépassent l'échelon territorial. Le précédent rapport publié il y a 2 ans, en téléchargement libre et disponible en librairie, a été distribué près de 30 000 fois*. À quelques semaines de l'élection présidentielle, l'association espère susciter le même intérêt et influencer les débats.

Ce travail présente une synthèse inédite des nombreux enjeux auxquels se trouve confronté le système alimentaire français — c'est-à-dire l'ensemble des activités qui permettent de produire, transformer, transporter et consommer notre nourriture. Le rapport a trois objectifs : 1/ compléter l'analyse des problèmes, avec notamment l'étude des conséquences sanitaires et sociales du système, 2/ donner un cap à sa réorientation, et 3/ proposer un chemin politique national pour déverrouiller certains obstacles systémiques. Ce faisant, l'association bat en brèche cinq idées reçues.

IDÉE REÇUE N°1 : AU PAYS DE LA GASTRONOMIE, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EST ACQUISE

Les gains de productivité ont indéniablement contribué à rendre une nourriture suffisante et diversifiée accessible au plus grand nombre. Mais les hauts rendements de l'agriculture conventionnelle se payent **au prix d'une dégradation rapide des écosystèmes et d'une dépendance totale aux hydrocarbures (pétrole, gaz pour produire les engrais) et ressources minières (phosphate)** entièrement importés. Par ailleurs, même dans l'état de « profusion » actuel, la vocation nourricière du système alimentaire est défaillante : la **malnutrition** constitue en France le premier facteur de risque de mauvaise santé, et plus d'un Français sur dix a régulièrement recours à l'**aide alimentaire**.

En savoir plus : lire la partie 1 «Un système défaillant»



IDÉE REÇUE N°2 : LE SYSTÈME A PROUVÉ SA RÉSILIENCE PENDANT LA CRISE SANITAIRE

Aucune pénurie alimentaire significative n'a été déplorée en France. Cependant, la crise s'est traduite par une **augmentation de l'insécurité alimentaire pour une large partie de la population**. De plus, la capacité de notre système alimentaire à répondre à la pandémie de Covid-19 ne présage en rien de sa résilience face à d'autres perturbations, de nature et d'ampleur différentes. **Le modèle actuel est particulièrement vulnérable face aux bouleversements climatiques, énergétiques et économiques en cours**. L'aggravation simultanée de ces menaces représente un risque de déstabilisation majeur et inédit. Sans changement de cap, notre sécurité alimentaire est compromise à brève échéance.

En savoir plus : lire la partie 2 «Un système vulnérable»



IDÉE REÇUE N°3 : « NUMÉRIQUE, ROBOTIQUE, GÉNÉTIQUE » SONT LES INGRÉDIENTS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DE DEMAIN

Si l'adoption de nouvelles technologies peut laisser espérer de nouveaux gains de productivité et de compétitivité, elle n'offre pas de réponse aux défis contemporains de notre agriculture. *Que produire et où pour résister au changement climatique et aux tensions d'approvisionnement énergétique et minier ? Comment assurer des prix rémunérateurs et renouveler l'attractivité du métier d'agriculteur ? Souhaiter-on assurer un accès universel à une alimentation saine et suffisante ?... Avant d'être technologique, la solution est politique*. Réduire la consommation d'aliments d'origine animale, généraliser l'agroécologie et relocaliser les activités nourricières : le rapport présente les axes de la transition vers plus de résilience et de durabilité.

En savoir plus : lire la partie 3 «Les piliers d'un système alimentaire résilient et durable»



IDÉE REÇUE N°4 : IL SUFFIT QU'AGRICULTEURS ET CONSOMMATEURS CHANGENT LEURS PRATIQUES

Les pratiques doivent évoluer, mais attribuer la responsabilité du changement aux individus, c'est mal comprendre le problème. Agriculteurs et consommateurs ont des marges de manœuvre limitées dans le contexte économique et politique actuel : leur pouvoir d'influence est minime face à celui de groupes industriels et commerciaux. *Comment attendre, par exemple, d'un éleveur (sur)endetté qu'il engage une transition vers un système plus écologique moins productif, sans soutien ni garantie de débouché ?* Le rapport analyse les principaux obstacles à l'émergence d'un modèle alternatif : **divers verrous — économique, réglementaire, technique, sociologique — qui s'opposent à un changement de cap. Lever ces obstacles nécessite de considérer l'alimentation comme un enjeu politique de premier ordre et d'apporter des réponses systémiques aux problèmes soulevés.**

[En savoir plus : lire la partie 4 «Les obstacles à surmonter»](#)



IDÉE REÇUE N°5 : LE SYSTÈME ÉTANT VERROUILLÉ, ON NE PEUT RIEN FAIRE

Le rapport met en avant des **mesures structurantes ambitieuses, qui s'inspirent de modèles ayant fait leurs preuves**. La création d'une **sécurité sociale de l'alimentation** et d'offices fonciers sont des leviers de transformation majeurs et à portée de main. Ils garantiront un accès universel à une alimentation saine et de qualité, offriront des débouchés rémunérateurs aux produits de l'agroécologie et rendront possible l'installation d'une nouvelle génération d'agriculteurs. La mise à l'agenda de ces propositions en France permettra de construire une dynamique politique et sociale forte, à même de peser dans la redéfinition des politiques agricoles et commerciales européennes.

[En savoir plus : lire la partie 5 «Les leviers pour transformer le système alimentaire»](#)



Et si la guerre en Ukraine provoquait des contraintes durables d'approvisionnement en gaz ou pétrole ? Et si elle déclençait une crise financière mondiale, alors que nombre d'entreprises et ménages pâtissent encore de la pandémie ? La capacité de la France à nourrir sa population serait-elle ébranlée ? Il y a quelques bonnes raisons de le penser à la lecture de ce rapport, qui propose un chemin concret pour renforcer la sécurité alimentaire face à des perturbations prévisibles.

TÉLÉCHARGER LE RAPPORT "QUI VEILLE AU GRAIN ? DU CONSENSUS SCIENTIFIQUE À L'ACTION PUBLIQUE"

Créée en 2018, l'association Les Greniers d'Abondance œuvre à la transformation du système alimentaire grâce à la sensibilisation et la formation, des programmes de recherche-action avec les territoires (Grand Angoulême, Métropole du Grand Lyon, commune de Dieulefit) et la production d'outils communs en accès libre comme [le calculateur de résilience alimentaire des territoires CRATER](#).

En savoir plus : www.resiliencealimentaire.org

CONTACTS PRESSE

Félix LALLEMAND 06 40 12 51 10 | Lan Anh VU HONG 06 64 90 75 12
presse@resiliencealimentaire.org



[TÉLÉCHARGER](#)



* *Vers la résilience alimentaire*, Yves Michel 2020

[Version en ligne](#)